

Une politique industrielle européenne ambitieuse et durable, vecteur d'emplois de qualité

Luc Triangle, Secrétaire Général industriAll Europe, 24/09/20

Mesdames, Messieurs,

L'industrie européenne est au cœur de multiples tempêtes et cela nous préoccupe vivement en tant qu'organisation syndicale. Aussi, je souhaiterais partager avec vous aujourd'hui quelques-unes de nos réflexions, d'abord sur les défis auxquels sont confrontés les travailleurs de l'industrie et ensuite sur ce que devraient être, dans notre perspective, les réponses de l'Union Européenne et de ses Etats membres à ces défis.

Mais, avant d'aborder ces deux points, permettez-moi de rappeler en quelques mots pourquoi nous pensons absolument vital pour l'Union Européenne de mieux défendre et soutenir l'industrie et ses travailleurs.

La première raison que j'invoquerai, c'est la défense de l'emploi des millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans l'industrie européenne. Selon Eurostat en effet, en 2017, 28.5 millions de personnes travaillaient pour l'industrie manufacturière au sein de l'UE. Malgré la tertiarisation de l'économie, malgré la désindustrialisation et la crise économique de 2009 qui a si durement frappé nos secteurs, l'industrie représente encore 15% de l'emploi en Europe et ces chiffres ne reflètent pas l'importance de l'industrie pour l'emploi dans les autres secteurs, notamment des services.

La question de l'emploi ne peut être réduite à un débat quantitatif et la qualité de l'emploi nous importe également. L'histoire récente a malheureusement montré que les travailleurs de l'industrie sont souvent en première ligne des restructurations massives. Mais l'histoire a aussi montré que les travailleurs des secteurs industriels ont contribué à la conquête de droits sociaux qui ont fort heureusement profité à l'ensemble des travailleurs. Nous sommes convaincus que l'industrie peut et doit aujourd'hui encore être le berceau du progrès social. L'industrie, ce ne sont pas uniquement des actionnaires, des dirigeants et des outils de production. L'industrie, ce sont aussi des hommes et des femmes, porteurs de compétences techniques qui contribuent à la création de richesse. Pour le dire autrement, il n'y a pas de société juste envisageable à notre époque sans une industrie pourvoyeuse d'emplois stables et de qualité et je ne souhaite pas aux jeunes un marché de l'emploi principalement fait d'une main d'œuvre précaire et sous-payée.

La crise sanitaire, sur laquelle je reviendrai dans un instant, a aussi montré à quel point la désindustrialisation peut rendre économiquement et politiquement vulnérables les régions qu'elle touche. A force d'avoir fermé les yeux, voire indirectement encouragé la délocalisation de pans entiers de son industrie, l'Europe a perdu des pans entiers de sa capacité d'action et de réaction, dans le domaine de la santé ou dans celui de l'énergie ou des transports. Défendre l'industrie, c'est aussi défendre la capacité de l'Union européenne à faire face aux crises mais aussi à maîtriser son destin sur le long terme. Pour nos enfants et jeunes, je ne voudrais pas d'une Europe incapable de produire

ses médicaments et ses équipements médicaux. Je ne voudrais pas d'une Europe devenue complètement dépendante de pays tiers pour accomplir sa transition énergétique, faute d'avoir été à même de construire ses propres éoliennes, ses panneaux photovoltaïques ou ses voitures électriques.

J'ai cru important de prendre quelques minutes pour rappeler que l'industrie est la condition de notre prospérité et de notre modèle social. Je souhaite maintenant examiner avec vous les principaux défis auxquels l'industrie européenne est actuellement confrontée.

Le premier défi auquel l'industrie européenne – et mondiale en l'espèce – doit faire face est la crise économique résultant de la pandémie de la COVID 19.

- Celle-ci a en effet mis à l'arrêt une part importante de l'appareil productif européen durant de nombreuses semaines du fait des mesures sanitaires imposées par les autorités et évidemment nécessaires pour ralentir la propagation du virus. Ensuite, de nombreuses usines ont été contraintes, sinon de suspendre leurs activités, en tout cas de tourner au ralenti du fait de l'interruption de certaines chaînes d'approvisionnement. Le secteur de l'automobile en Europe a connu des fermetures de site d'une durée moyenne de 30 jours ouvrés et une perte de production, tous véhicules confondus, de près de 2.5 millions de véhicules ! (Chiffres ACEA juin 2020)
- Le redémarrage progressif a quant à lui été marqué par une productivité rendue plus faible du fait des mesures de précaution nécessaires pour protéger la santé des travailleurs. Ce redémarrage s'est aussi fait la plupart du temps avec une demande qui reste faible, ce qui rend l'écoulement des stocks particulièrement difficile. Le nombre d'immatriculations de voitures neuves a ainsi baissé de 38% sur le premier semestre 2020 par rapport aux six premiers mois de 2019.
- Enfin, bon nombre d'entreprises font face à de sérieux problèmes de liquidité qui ont retardé, voire annulé, certains investissements. Je pense par exemple aux compagnies aériennes. Lors de la présentation semestrielle de ses résultats en juillet dernier, Airbus a par exemple annoncé l'annulation de 67 commandes et présenté une perte de revenus pour sa division aviation de près de 50% en comparaison avec le premier semestre 2019. Le phénomène est également observable dans le secteur ferroviaire où les pertes d'activité impactent le renouvellement du matériel roulant et vident les carnets de commande.
- Les effets sont également perceptibles dans de nombreux autres secteurs, tels que l'acier qui connaît une demande plus faible, ou les produits chimiques dont certains sous-secteurs liés à l'automobile sont également touchés par une baisse significative de la demande. Mais il ne s'agit que de quelques exemples.
- Le Plan de relance européen et les différentes mesures adoptées par l'UE et ses Etats membres sont évidemment de bonnes nouvelles, à condition que les effets produits dans les années qui viennent soient à la mesure des dégâts provoqués par la crise. Or, ce que nous voyons, malgré toutes les mesures prises, c'est un PIB de l'UE qui devrait chuter d'environ 8% cette année avec d'importantes variations selon les Etats membres. Ce sont des plans de restructuration importants annoncés dans certains secteurs industriels (automobile, aéronautique). Bien des choses demeurent

incertaines à ce stade quant à la pandémie et à ses conséquences, mais les signes perceptibles aujourd'hui augurent une récession majeure qui ne pourra qu'impacter sévèrement l'industrie.

Les restructurations annoncées ces derniers mois sous couvert de pandémie ont en fait souvent accéléré et amplifié des plans de restructuration qui étaient déjà en gestation pour faire face à des transformations plus profondes. La plus importante d'entre elles résulte de la crise écologique que nous traversons et de l'obligation de faire évoluer rapidement l'industrie vers un modèle durable et décarboné. Vous le savez, l'UE s'est engagée à devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050 via le « Green Deal européen » (Pacte vert en français) et la Commission européenne a proposé la semaine dernière de porter l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 de 40 à 55%. Il est clair que la lutte contre le changement climatique doit être la priorité de tous, mais il est tout aussi évident que cette lutte pose bien des questions pour toute une série de secteurs industriels : production d'électricité, sidérurgie et métallurgie, matériaux de base, chimie, automobile pour ne citer que les plus importants en termes d'émission. Nos secteurs vont devoir être transformés du point de vue des procédés de fabrication, du point de vue des biens produits, des sources d'énergie et des technologies utilisées, mais également des infrastructures de transport et d'énergie. Cela suppose évidemment aussi une adaptation des compétences et qualifications des travailleuses et travailleurs. Mobilité électrique, économie circulaire, hydrogène, énergie renouvelable, efficacité énergétique, ces défis peuvent aussi bien entendu être des opportunités génératrices d'emplois pour autant que l'on s'en donne les moyens. Mais ne soyons pas naïfs, la transformation de l'industrie ne fera pas que des gagnants. Les tensions et difficultés sont nombreuses, notamment dans les régions fortement dépendantes des énergies fossiles, lesquelles sont particulièrement importantes en Europe centrale et orientale.

La décarbonation de l'industrie est concomitante d'une autre transformation profonde, celle qui est liée à l'automatisation et à la robotisation des procédés de production. La tendance historique au remplacement du travailleur par la machine est en cours d'accélération du fait de l'essor des technologies du numérique. Les objets connectés, l'internet des objets, l'intelligence artificielle créent des potentialités nouvelles qui, d'une part, intensifient la concurrence entre les firmes et les grandes économies autour des enjeux d'innovation technologique et, d'autre part, font peser une menace d'une ampleur inédite sur toute une série de postes de travail. Selon l'OCDE, 14% des emplois devraient être prochainement automatisés alors que 32 autres % sont exposés à un risque d'automation au moins partiel. C'est donc un travailleur sur deux qui sera impacté par la numérisation. Les défis pour les travailleurs de l'industrie ne sont cependant pas uniquement quantitatifs, ils sont aussi liés aux changements dans l'organisation du travail ou aux modifications des profils de compétence recherchés. Les fonctions d'opération et de maintenance manuelles seront en raréfaction alors que celles liées à la sécurité informatique, à la conception de logiciels et d'application seront en croissance. On mesure bien les difficultés pour les travailleurs de passer de l'un à l'autre de ces profils, en particulier pour les travailleurs âgés, et les défis que ces évolutions posent à la formation professionnelle. Ces évolutions suscitent également une série de préoccupations quant à l'accès au marché du travail pour les travailleurs moins qualifiés ou pour les femmes qui sont généralement moins représentées dans les filières techniques.

Si la COVID, la lutte contre les changements climatiques et la numérisation s'imposent en quelque sorte à nous, le populisme et la tentation du repli sur soi prospèrent en Europe et dans le monde, et ce n'est pas sans effet sur les travailleurs de l'industrie. Le Brexit, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis génèrent des risques bien concrets pour notre industrie et ses travailleurs. L'imposition de tarifs, le ralentissement de certains flux de marchandises ou les problèmes de surcapacité sont lourds de menaces pour bien des secteurs de notre industrie. L'absence d'un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni susciterait une perte cumulée de plus de 110 milliards d'euros pour l'industrie automobile tant européenne que britannique, laquelle représente plus de 14 millions de travailleurs.

Mesdames et messieurs, j'ai conscience que le tableau que je viens de dépeindre n'est pas rose, mais je pense qu'il reflète bien nos principales préoccupations. Elles sont nombreuses et profondes. Je ne voudrais toutefois pas me contenter de cet inventaire des périls qui nous guettent. Je souhaiterais à présent évoquer quelles sont les priorités pour faire face à ces défis.

S'agissant de la relance à la suite de la crise liée à la pandémie, c'est la mère de toutes les urgences pour nous, et soyons clairs, certaines entreprises et certains de nos secteurs n'en sortiront pas indemnes. Le plan de relance annoncé en juillet par le Conseil Européen va dans la bonne direction. Sans rentrer dans les détails, 1800 milliards d'euros seront mis à disposition dans le cadre du plan de relance de l'Union européenne. Il nous offre la perspective d'une relance basée sur l'investissement et une forme de solidarité entre Etats membres. Cet accord s'ajoute par ailleurs à des mesures précédentes comme SURE ou la suspension de la discipline budgétaire du Pacte de stabilité et de croissance.

Cela étant, il faudra évidemment que cette stratégie de relance soit cohérente et au service de l'économie réelle. Il faut donc que les Etats membres et les institutions européennes s'entendent sur des projets à financer qui soient à la fois créateurs d'emplois de qualité en Europe et en phase avec les objectifs de l'UE du point de vue environnemental ou numérique. Nos dirigeants politiques ont à disposition une enveloppe financière d'une ampleur sans précédent. Ils ont la responsabilité d'en faire un usage qui soit positif pour les travailleurs en prenant les décisions qui protègent l'emploi d'aujourd'hui tout en créant les conditions pour qu'émergent ceux de demain. Et, évidemment, l'industrie ne peut pas être en reste. Notre système énergétique, nos industries des métaux ou des matériaux de base, et plus largement toute l'industrie manufacturière, ont un besoin urgent d'investissement pour être en mesure d'affronter les défis évoqués précédemment. Sans entrer dans trop de détails, l'UE a produit récemment un nombre important de documents qui ont permis d'identifier les besoins les plus essentiels : à savoir « Rapport sur les chaînes de valeur stratégiques » et « Projets importants d'intérêt européen commun », « Master plan pour les industries à forte intensité énergétique » ; « Plan pour l'industrie à l'horizon 2030 », « Plan pour l'économie circulaire », « Stratégie hydrogène », la liste est longue. Le plan de relance européen doit impérativement s'inscrire dans ces priorités et donner un nouvel élan aux initiatives qui y sont liées.

Une des conditions à remplir pour que la stratégie de relance de l'UE profite aux travailleurs, c'est que les Etats membres impliquent les partenaires sociaux dans la rédaction et le suivi des plans nationaux de relance. Organisations syndicales et patronales sont souvent les mieux placées pour identifier les

besoins d'infrastructure ou de formation, les défis et opportunités dans les bassins d'emploi. Nous pensons vraiment que le dialogue social approfondi est la condition *sine qua non* pour que la relance porte ses fruits.

La participation des travailleurs et de leurs syndicats est également une condition indispensable au succès des transitions numériques et environnementales. On ne peut pas passer d'une économie fortement carbonée à une économie zéro émission sans changer en même temps le monde du travail, *a fortiori* si ce chantier doit être terminé en à peine 30 ans. Si ces changements ne sont pas anticipés, discutés et accompagnés, ils donneront lieu à d'importantes mobilisations sociales qui s'opposeront au changement, car ils seront perçus et vécus comme hostiles aux travailleurs. Et à cet égard, notre inquiétude est vive. D'abord, car au niveau de l'entreprise, l'anticipation des changements ne fait pas toujours l'objet d'une planification concertée. Le « transformation Atlas » d'IG Metall montre que, alors que 57% des emplois des 2000 entreprises étudiées sont potentiellement menacés par la numérisation, environ 50% de celles-ci n'ont pas de plan de personnel adapté à ces changements notamment pour identifier les besoins en compétences et formation. Autre source d'inquiétude au niveau de l'entreprise, les violations des droits à l'information et à la consultation des travailleurs qui restent trop peu souvent suivies de réaction de la part des autorités publiques. Ensuite, nous voyons qu'au niveau national, nos membres sont trop souvent mis devant le fait accompli dans des discussions, notamment climatiques, qui mettent pourtant en jeu des centaines de milliers d'emplois, entre autres dans toutes les régions d'Europe centrale et orientale qui dépendent encore fortement de l'exploitation des énergies fossiles. L'exemple du plan de sortie du charbon négocié en Allemagne montre pourtant qu'il est parfaitement possible de concilier ambition environnementale et respect du dialogue social. Au niveau européen, sectoriel ou national, et plus encore au niveau de l'entreprise, les représentants des travailleurs doivent être à la table des négociations lorsque leur avenir est en jeu. Nous pensons d'ailleurs qu'une telle approche n'est pas que bénéfique pour les travailleurs. Une forme concertée de planification des mutations économiques et industrielles permet l'anticipation des changements et évite les ruptures brutales. L'histoire industrielle de la seconde moitié du XX^e siècle a abondamment montré que la concertation sociale était un outil indispensable de gestion des situations de crise et de redéploiement économique. A ceux qui seraient tentés de négliger cette dimension des changements structurels, je rappellerais que l'histoire plus récente a aussi montré à quoi menait la désindustrialisation lorsqu'elle n'est pas gérée de manière adéquate. Que ce soit de l'autre côté de la Manche ou sur l'autre rive de l'Atlantique, j'ai la conviction que tous les laissés-pour-compte des changements économiques intervenus ces dernières décennies sont pour beaucoup dans les développements politiques désastreux que nous avons connus récemment.

Le Brexit et toutes les autres formes de replis nationalistes m'amènent à aborder un autre aspect de la politique industrielle que nous appelons de nos vœux : celle du commerce international et des liens avec les pays tiers. Soyons clairs, la crise de la COVID a montré qu'il était nécessaire et urgent de relocaliser en Europe certaines activités stratégiques, par exemple la fabrication des médicaments ou des équipements médicaux. Elle a aussi montré à quel point notre industrie était dépendante de chaînes d'approvisionnement complexes et mondialisées et qu'il fallait certainement réduire cette dépendance en diversifiant nos fournisseurs. Pour autant, les travailleurs de l'industrie ne veulent pas faire de l'Europe une forteresse hermétique au commerce international. Ce n'est ni possible, ni souhaitable. Ce n'est pas possible, car l'Union européenne dépend massivement de l'étranger pour

son approvisionnement en matières premières et produits semi-finis. Ce n'est pas souhaitable non plus, puisque, d'une part, le commerce international contribue à l'emploi en Europe, et d'autre part, il contribue à créer des liens entre les pays et entre les peuples.

Le commerce international est une composante importante d'une économie mondialisée, mais il doit être régulé par des règles qui garantissent partout dans le monde le respect des droits humains, celui des standards sociaux et des normes environnementales. Cela fait partie de l'agenda que nous demandons à l'UE de suivre dans les négociations commerciales internationales, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales. Lorsque nous appelons l'UE à adopter des mesures « défensives » comme le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ou des quotas d'importation adéquats pour l'acier, ou encore un mécanisme pour lutter contre les subventions étrangères, ce n'est pas faire œuvre de protectionnisme. C'est défendre l'importance que les flux de biens et de services soient soumis à des règles qui s'imposent à toutes les économies, sans pour autant accepter que les travailleurs européens puissent être les victimes du fait que l'UE est encore trop souvent la seule à s'imposer des normes sans exiger d'engagements symétriques de la part de ses partenaires économiques. Une telle asymétrie dans les règles en vigueur n'est pas bonne ni pour notre agenda social ni pour l'environnement. Elle permet des situations de dumping, de concurrence déloyale, de surcapacité, d'acquisitions hostiles qui menacent à terme l'emploi dans les secteurs qui y sont exposés. Les crises que nous traversons invitent à forger un nouvel équilibre entre mondialisation et régionalisation des chaînes d'approvisionnement, mais elles ne doivent pas nourrir le repli sur soi et l'égoïsme.

La dernière priorité que je souhaiterais aborder concerne la qualité de l'emploi. Nous pensons qu'industrie et qualité de l'emploi doivent aller de pair pour nos travailleurs, mais aussi pour l'industrie dans son ensemble. Les défis de la décarbonation ou de la numérisation requièrent en effet une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de gérer les technologies les plus récentes. Or, nous le savons, le recours massif à la sous-traitance, la précarisation croissante d'une partie des travailleurs, représentent un obstacle important au développement d'une politique de formation à la mesure de ces enjeux. Nous savons aussi que le recrutement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée requiert des conditions d'emploi et de de travail qui soient attractives et pas des contrats de travail précaires.

Mesdames, messieurs, pour conclure cette longue allocution, je voudrais réinsister sur l'importance de préserver une industrie forte en Europe. Elle est intimement liée à notre modèle social et à notre prospérité. Elle est la condition de notre autonomie et la condition de notre durabilité et de notre santé. L'industrie est notre patrimoine commun et une des clés de notre avenir. Mais cette industrie dépend des millions d'hommes et de femmes qui y travaillent et son avenir ne peut se construire à leurs dépens.